

Commune de SAINT-MÉLOIR DES ONDES

DÉPARTEMENT d'ILLE-ET-VILAINE

PROCES-VERBAL du CONSEIL MUNICIPAL du 11 SEPTEMBRE 2017, à 19 heures

Présents : Monsieur **BERNARD René**, Maire – Mesdames **CASU Odile**, **DUFAIX Marylène**, **CHAMOT PONCET Soizick** Adjointes – Mrs **BOULEUC Yves**, **DUVAL Yvonnick**, **LABBE René**, Adjoint – Mmes **BREVAULT Chantal**, **ENEL-REHEL Rozenn**, **LE SCORNET Sylvie**, **MAZEAU Laurence**, **MENARD Patricia**, **PERRIGAULT Chantal**, **VILLENEUVE Catherine**, conseillères municipales, Mrs **COURDENT Stéphane**, **GIZARD Rémy**, **JENOUVRIER Stéphane**, de **LA PORTBARRE Dominique**, **LEMONNIER Philippe**, **LESNE Loïc**, Conseillers Municipaux.

Absents excusés : Madame **MALOIZEL Madeleine**, conseillère municipale (*pouvoir à M. BERNARD René*) ; Madame **THOMAS Huguette**, conseillère municipale, (*pouvoir à Madame CHAMOT-PONCET Soizick*). Monsieur **SIGURET Jérôme**, conseiller municipal (*pouvoir à Mme VILLENEUVE Catherine*), Monsieur **VUILLAUME Michel**, conseiller municipal (*pouvoir à M. BOULEUC Yves*), Madame **LEPAIGNEUL Virginie**, conseillère municipale (*pouvoir à Monsieur LABBE René*). Messieurs **LESAGE Samuel** et **PLIHON Sébastien**, Conseillers Municipaux

Secrétaire de séance : Monsieur **LEMONNIER Philippe**, conseiller municipal.

Procès-verbal de la séance du 10 Juillet 2017 : Le procès-verbal de la séance est adopté à l'unanimité des membres présents.

URBANISME

Présentation de l'opération immobilière Coop de Construction/Néotoa

Monsieur le Maire rappelle que la commune avait organisé un appel à projet immobilier pour un îlot foncier communal situé Place du Marché, à l'angle de la rue d'Emeraude.

A l'issue de la consultation, le projet Coop de Construction/Neotoa a retenu l'approbation du conseil municipal. Un permis de construire a été délivré le 24 avril 2017 pour un immeuble de 26 logements (dont 7 logements locatifs sociaux) ; l'acte de vente reste à entériner auprès de l'étude notariale de Maître Fabrice Janvier.

Monsieur le Maire accueille en séance Monsieur Yvan Cormier, Directeur de Coop de Construction, et Messieurs Julien Plessis et Mathieu Bailleul, architectes, pour une présentation de leur programme immobilier, dénommé KER MELER.

Coop de Construction, société coopérative d'intérêt collectif, s'est associée pour l'occasion à NEOTOA, bailleur social départemental, lequel vient d'obtenir son agrément auprès de Saint-Malo Agglomération. L'architecture choisie s'inscrit dans la continuité des immeubles qui bordent déjà la place et a été spécialement travaillée, grâce à un décalage de toitures, pour ressembler à un ensemble de maisonnettes. L'immeuble est bâti sur sous-sol. Les logements bénéficient pour la plupart d'une lumière traversante et comportent un jardin, un balcon ou une terrasse ainsi qu'un cellier.

Une surface commerciale pouvant contenir une ou deux cellules est prévue au rez-de-chaussée.

Conformément aux souhaits de la commission d'urbanisme et par mesure de sécurité, l'escalier d'accès a été déplacé et est désormais à 5 m de la voie départementale bordante.

La commercialisation de l'ensemble a été lancée au mois de juin dernier. Un appel d'offres sera engagé prochainement pour un démarrage de travaux au 1^{er} trimestre 2018. Dix-huit mois de travaux seront nécessaires.

Monsieur le Maire remercie les porteurs du projet pour leur présentation.

Plan Local d'Urbanisme – Point sur le calendrier

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 3 Avril 2017, le conseil municipal a arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme.

Procédure : Au terme de la période de consultation des personnes publiques associées à son élaboration, un commissaire-enquêteur, Monsieur Michel Lorant, a été désigné par le Président du Tribunal Administratif de Rennes. Une enquête publique sera ouverte du 18 septembre 2017 au 17 octobre 2017 et 4 dates de permanence du commissaire-enquêteur ont été définies sur cette période.

L'enquête close, le commissaire-enquêteur disposera d'un mois pour rendre son rapport et ses conclusions sur le projet de P.L.U.. Il appartiendra alors à l'assemblée d'approuver le Plan Local d'urbanisme lors du conseil municipal du 4 décembre 2017.

D'ici là, la collectivité, avec l'aide du bureau d'études, doit dresser une synthèse des avis des services (*Etat, Autorité environnementale, le Pays de Saint Malo, Chambre d'agriculture...*) et déterminer la réponse qu'elle entend apporter aux observations faites.

Observations :

- Parmi les avis, il convient de distinguer les avis conformes de l'Etat, c'est-à-dire les avis que la commune est tenue de respecter, des simples recommandations qui sont laissées à l'appréciation de la collectivité. De façon générale, Monsieur le Maire constate que les remarques portent davantage sur la forme du document que sur le fond. Des échanges ont déjà eu lieu avec le commissaire-enquêteur sur le dossier et ce dernier s'est également déplacé sur les sites sensibles ou à fort enjeu (*ex : Les Nielles, zones AU, ZA La Madeleine...*)
- Monsieur le Maire indique qu'une large publicité est faite autour de l'enquête publique par voie d'affichage. Les nombreux particuliers qui avaient soumis, par écrit, une demande particulière (*ex : constructibilité de parcelle...*) à la commune ont également été destinataires de l'avis au public annonçant l'enquête et les jours de permanence du commissaire-enquêteur.
- Il rappelle que le PLU arrêté est l'oeuvre collective du conseil municipal et traduit le projet de développement souhaité pour la commune, mais ceci dans le cadre extrêmement contraint des lois et règlements en vigueur (*Loi ALUR, loi Littoral, PPRSM,...*). Ainsi, il subsiste des divergences de vue sur la qualification des villages et donc la possibilité pour certains secteurs de se densifier alors même qu'ils sont desservis par un réseau d'assainissement.
- Enfin, Monsieur le Maire fait part à l'assemblée de la délibération du 29 juin 2017 du conseil communautaire sollicitant de l'Etat une exemption des communes relevant de l'article 55 de la Loi SRU. Sont concernées les villes de Saint-Méloir des Ondes, Cancale, Miniac-Morvan pour ce qui concerne leur rattrapage de logements sociaux.

2017.080 – Dénomination de nouvelles voies – Lotissement des Clossets

Monsieur le Maire rappelle qu'un permis d'aménager a été délivré pour le lotissement « Les Clossets ».

En conséquence, il y a lieu de procéder à la nomination des voies créées, ceci pour permettre aux particuliers déposant un permis de construire d'y porter leur future adresse.

Comme cela avait été abordé lors d'une précédente séance, chacun est invité à proposer un choix de noms pour 5 rues et 1 Impasse.

Ces dénominations peuvent faire référence à des noms de personnages liés à l'histoire locale ou des noms issus de thèmes naturels (*arbustes fruitiers ou champignons*).

Monsieur le Maire invite les conseillers municipaux à se positionner, à bulletin secret, sur une de ces thématiques.

Entendu cet exposé et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

Thème « personnages historiques » : 21 voix

Thème « arbustes fruitiers » : 3 voix

Thème « champignons » : 1 voix

Le Conseil Municipal CHARGE la commission « Communication » de proposer pour la séance prochaine des noms de voies issus de personnages historiques. Chacun a la possibilité de faire parvenir des propositions de noms à la commission, via l'adresse « secretariatdumaire@smdo35.fr »

AMÉNAGEMENT – VOIRIE

2017.081 – Entrées agglomération/rue de la Gare – Complément d'honoraires de maîtrise d'oeuvre

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, rappelle que par délibération du 2 mai 2017, la collectivité a confié au Bureau d'Etudes TECAM (*sis à Fougères 35304 – 47-49 rue Kléber BP 80416*) la mission de maîtrise d'oeuvre de la « Rue de la Gare », au prix de 8 800 euros HT.

Le secteur d'étude défini à l'origine s'arrêtait au niveau du lotissement de « La Janaie », pour être ensuite élargi jusqu'au « Clos Guillou ».

Considérant cette extension du périmètre d'étude, la Société TECAM présente une proposition d'honoraires complémentaires sous forme d'un avenant n°1 d'un montant de **1 000.00 euros HT** (*soit 1200 euros TTC*).

Le montant du marché serait ainsi porté à **9 800 euros HT** (*soit 11 760 euros TTC*)

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

25 POUR 0 CONTRE 0 Abstention

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

- **ACCEPTE** l'avenant n° 1 présenté par le maître d'oeuvre TECAM (*sis à Fougères 35304 – 47-49 rue Kléber BP 80416*) pour l'extension du périmètre de travaux « Rue de la Gare », d'un montant de **1 000.00 euros HT** (*soit 1 200.00 euros TTC*).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ledit avenant et toutes autres pièces afférentes.

Observations :

- *L'aménagement débutera par les travaux d'effacement des réseaux de décembre 2017 jusqu'à mars 2018. Les travaux d'assainissement et de voirie suivront ensuite.*
- *A la demande du conseil municipal, lors de la consultation des entreprises, une variante sera demandée au marché pour la fourniture et pose de granit breton.*

2017.082 – Marché de modernisation de voirie/Intégration de prix nouveaux au marché COLAS

Monsieur René Labbé, adjoint aux travaux, rappelle que par délibération du 6 mars 2017, le marché de modernisation de voirie a été confié à l'entreprise COLAS (Saint-Guinoux). Les prestations s'effectuent sous le mode de bons de commande.

Compte tenu des nouveaux ouvrages à mettre en œuvre (*ex : chicanes, ronds-points franchissables...*), l'entreprise propose à la collectivité d'inclure quelques nouveaux prix au marché, ceci par voie d'avenant, à savoir :

.PN1 - BORDURE GRANIT GRIS BLEU TYPE ASCODAL 14x20x5 CHANFREINEE	97.00 € HT le ml
.PN2 - REVETEMENT GRANIT GRIS BLEU TYPE ASCODAL 10x10x5	227.00 € HT le m ²
.PN3 - FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE MANUELLES SUR TROTTOIRS DE REVETEMENT EN ENROBE BB 0/6 NOIR DOSE A 100 KG/M ²	13.80 € HT le m ²
.PN4 -REPOSE DE BORDURE GRANIT 15x25 RECUPEREES ET TRIEES SUR CHANTIER	22.00 € HT le ml
.PN5 - FOURNITURE ET POSE DE BORDURE GRANIT 15x25 DEMI SMILLEE	46.00 € HT le ml

Entendu cet exposé, et après en avoir délibéré

Après un vote dont les résultats sont les suivants :

24 POUR 0 CONTRE 1 Abstention

Le Conseil Municipal, à la majorité des membres présents, DIT que les 5 nouveaux prix ci-dessus détaillés seront inclus au marché par voie d'avenant n° 1 et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

AFFAIRES SCOLAIRES/PERISCOLAIRES

Informations sur la rentrée scolaire

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, relève que la rentrée s'est effectuée dans de bonnes conditions et communique les effectifs 2017/2018 :

ECOLE PUBLIQUE: 84 élèves de maternelle ; 108 élèves de primaire. Total = 192 (7 classes)

ECOLE PRIVÉE : 86 élèves de maternelle ; 145 élèves de primaire. Total = 231 (9 classes)

Une progression des effectifs est notée à l'école publique, laissant peut-être présager une ouverture de classe l'an prochain.

Les deux directions d'école adressent leurs remerciements aux membres du conseil municipal et aux agents municipaux pour les attentions et efforts portés aux établissements.

Madame Dufaix rappelle que les deux écoles fonctionneront sur le rythme d'une semaine scolaire à 4 jours. Compte tenu de cette nouvelle situation, le SIAJE accueille les enfants dans son Accueil de Loisirs toute la journée du mercredi, et certaines associations locales proposent de nouveau des activités le mercredi matin.

SIAJE – Demande de retrait de la commune de La Fresnais – Sollicitation de M. le Préfet

Madame Marylène Dufaix, adjointe aux affaires scolaires, informe l'assemblée que par courrier du 16 juin 2017, la commune de La Fresnais a demandé au Préfet l'autorisation de se retirer du SIAJE créé en 2006.

La demande de La Fresnais est motivée par le refus du SIAJE d'accepter ce retrait et en raison de l'échec de négociations sur l'évolution statutaire ainsi que sur la gestion de l'établissement public.

Par lettre du 27 juillet 2017, Monsieur le Préfet sollicite les observations de la commune de Saint-Méloir des Ondes sur cette demande.

Monsieur le Maire indique que le Conseil Municipal de La Fresnais est naturellement légitime et fondé à solliciter un retrait du SIAJE. Toutefois, les motifs invoqués et prétextes opposés à l'appui de cette demande sont discutables.

Une évolution des statuts du Syndicat a bel et bien été envisagée, pour faire en sorte notamment que les Maires des trois communes membres soient membres de droit du conseil syndical.

Par ailleurs, les reproches faits à la structure en matière de manque d'information et de transparence ne peuvent être retenus. La défaillance de communication semble plutôt relever d'une insuffisance d'échanges entre les délégués syndicaux de La Fresnais et leur conseil municipal.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit d'un sujet à fort enjeu pour le SIAJE et qu'il est urgent de faire une prospective pour savoir si la structure est viable dans un fonctionnement à deux communes.

Il est en tout cas relevé que la fréquentation de l'Accueil de Loisirs n'a pas fléchi cet été, y compris celle des enfants en provenance de La Fresnais.

Observations :

- *Il est noté qu'il ne sera certainement pas simple pour la commune de La Fresnais de proposer à son public d'enfants et d'adolescents un programme de qualité qui respecte également toutes les normes d'encadrement en vigueur.*
- *Si le retrait de La Fresnais venait à être entériné, les enfants de La Fresnais souhaitant utiliser les services du SIAJE se verraient alors appliquer les tarifs plus élevés des « communes non membres ».*

BIBLIOTHEQUE

Monsieur le Maire et Madame Marylène Dufaix, adjointe à la culture, donnent quelques détails sur le calendrier du dossier.

Travaux de bâtiment

Depuis sa reprise, suite au désamiantage complémentaire, le chantier progresse au rythme prévu. Le groupe de travail se réunira le 18 septembre prochain, en présence du conducteur de travaux, afin de participer au choix d'un certain nombre de *coloris (menuiseries intérieures, sols, faïences, stores...)*. Les options retenues seront communiquées aux entreprises le mercredi 20 septembre en réunion de chantier.

Achat de mobilier

La consultation des fournisseurs est close depuis le 5 septembre à 17h00. Le cabinet Delourmel a emporté les offres et rendra son analyse dans le courant de cette semaine. Une audition des sociétés doit être organisée le 21 septembre en présence d'une conseillère de la Médiathèque Départementale.

Achat d'un logiciel de gestion

Trois éditeurs de logiciel de gestion de bibliothèque ont effectué une démonstration en ligne au mois de juillet. Depuis, 3 propositions commerciales ont été obtenues et des renseignements pris auprès de bibliothèques équipées en ces produits. Courant septembre, les devis vont être affinés et négociés. La ville a pris le parti d'opter pour un fonctionnement en Full Web, plutôt que de choisir un hébergement sur serveur local.

Parallèlement et distinctement, la ville va définir une liste de matériels informatiques et bureautiques pour consulter des fournisseurs de matériels (*postes informatiques, tablettes, imprimante, copieur...*)

Recrutement d'un(e) Responsable de bibliothèque

Le poste a été publié pour un emploi de catégorie B – Grade d'Assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques - . La publication est achevée depuis 5 septembre. Les candidat(e)s présélectionné(e)s seront reçu(e)s en entretien le 27 septembre. Le jury de recrutement se fera assisté d'une conseillère de la Médiathèque Départementale.

Observations : Il est fait observer que le poste de Responsable des services techniques, actuellement vacant, n'a toujours pas fait l'objet d'une procédure de recrutement. Monsieur le Maire précise qu'une fiche de poste sera définie avant la publication de cet emploi et que des informations seront communiquées sur ce dossier prochainement.

E.H.P.A.D.

2017.083 – Honoraires de coordination SSI (Système Sécurité incendie) – Devis CMOI

Monsieur Yvonnick Duval, adjoint aux bâtiments, indique que pour mener à bien le projet d'extension-restructuration de l'EHPAD, le bureau d'études CMOI (sis à Combourg), en charge de la maîtrise d'œuvre, demande à la collectivité de désigner un coordinateur SSI (*Système Sécurité Incendie*).

Le bureau d'études CMOI fait savoir qu'il a la compétence en interne pour mener cette mission.

Il a transmis une proposition comprenant la conception, la réalisation, la réception des travaux SSI, qui se chiffre à **3 200 euros HT** (*soit 3 840 euros TTC*).

Il est précisé qu'il s'agit d'une prestation obligatoire, dont le caractère devient urgent compte tenu de la consultation prochaine des entreprises.

ENTENDU l'exposé ci-dessus et après en avoir délibéré,

Après un vote dont les résultats sont :

25 POUR 0 Abstention 0 CONTRE

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents,

- **ACCEPTE** de confier la mission de coordinateur SSI (*Système Sécurité Incendie*) au bureau d'études CMOI (*sis à Combourg 35270 – 3 bis place du champ de derrière*) pour un montant de **3 200 euros HT** (*soit 3 840 euros TTC*),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le présent devis.

Observations :

- Monsieur le Maire précise que le diagnostic Amiante dont dispose l'établissement va devoir être remis à jour, avec de nouveaux tests et prélèvements à la clé.
- Compte tenu de l'état de l'enduit des murs de l'EHPAD, un chiffrage sera demandé pour une prestation de démoussage.

Calendrier du projet :

Monsieur le Maire précise que la ville a obtenu un financement de l'Etat, via une DETR 2017 d'un montant de 87 029 euros pour les travaux liés à la mise en accessibilité. Pour garantir l'obtention de ce financement, l'opération doit impérativement recevoir un début d'exécution avant la fin de l'année.

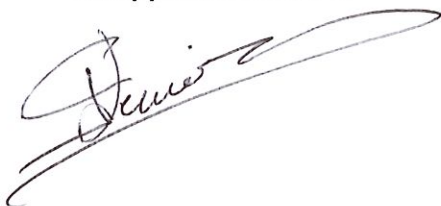
Le permis de construire a été délivré le 4 août 2017.

Il est prévu de consulter les entreprises durant 4 semaines courant septembre-octobre. L'attribution des lots de travaux se fera lors de la séance du 6 novembre 2017.

Séance close à 21 h 20

Le secrétaire de séance

Philippe LEMONNIER



Le Maire

René BERNARD

